

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS ! » (Karl MARX)

L'Étincelle

*Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste et révolutionnaire*



PSA

Lundi 17 mars 2014

Élections municipales :

Faire entendre la voix de l'opposition ouvrière au gouvernement

Licenciements, chômage, hausse des prix et blocage des salaires, la coupe est pleine. Le gouvernement en a rajouté avec la hausse de la TVA au 1^{er} janvier et aujourd'hui avec la baisse programmée du pouvoir d'achat des retraités (report de la revalorisation du régime général, blocage des retraites complémentaires). Lui qui nous chante que « *les caisses de l'État sont vides, il faut faire des sacrifices* » a mis en place son « *Pacte de responsabilité* » qui va permettre aux patrons de toucher 30 milliards d'euros d'aides supplémentaires, sans même s'engager à créer le moindre emploi. Si les caisses sont vidées, c'est par un virement permanent vers les comptes des plus riches, de ces patrons et possesseurs de grandes fortunes qui annoncent jour après jour des milliers de licenciements pour augmenter leurs profits.

C'est dans ce contexte que se déroulent les élections municipales du 23 mars. Le PS a pour objectif de conserver ses fiefs municipaux malgré l'impopularité de la politique de son gouvernement. La droite voudrait faire oublier son passé pour lui en faucher. Et le Front national d'en profiter pour déverser sa démagogie réactionnaire, pour chercher à dresser les travailleurs les uns contre les autres : comme si c'était les immigrés, et non les grands patrons, que Marine Le Pen n'aspire qu'à servir, qui licencient, précarisent et suppriment des postes !

Quant aux municipalités elles-mêmes, ce ne sont pas elles qui pourront mettre fin au chômage, aux bas salaires, ni même donner des solutions aux questions du logement ou des services publics avec les moyens limités que l'État leur alloue.

Alors si ces élections peuvent servir, pour nous les travailleurs, à quelque chose, c'est à faire entendre notre colère et nos revendications. En tout cas, là où se présentent des listes qui mettent en avant les intérêts des travailleurs et de tous ceux qui sont privés d'emploi.

Voter pour les listes présentées par le Nouveau parti anticapitaliste, ou par Lutte ouvrière, est la seule manière d'exprimer notre refus de la politique menée par la gauche gouvernementale comme par la droite.

C'est une occasion de se prononcer clairement pour des revendications d'urgence pour tous :

Interdiction des licenciements et partage du travail entre tous avec maintien du salaire.

Augmentation des salaires de 300 € pour tous ; pas de salaires inférieurs à 1700 € nets.

Arrêt des subventions à fonds perdus aux entreprises privées, sous prétexte de créations d'emplois qu'on n'a jamais vus et ne verra pas ; mais créations des emplois indispensables dans les services publics.

Ces mesures permettraient aux travailleurs de traverser la crise en la faisant payer à ceux qui s'enrichissent sur le dos des couches populaires. Il s'agit de prendre l'argent où il est : dans la poche des gros actionnaires, des prédateurs du CAC 40.

Bien sûr, aucune élection ne permettra cela. Ces mesures sont celles d'un programme de luttes, mieux, d'un programme d'unification de nos luttes qui actuellement restent encore dispersées.

C'est la classe des travailleurs qui fait tourner l'économie et qui organise tout ce qui est nécessaire à la société. C'est elle qui par ses luttes peut inverser le rapport de forces avec les patrons et le gouvernement.

Voter pour les listes qui mettent en avant les revendications du monde du travail, c'est renforcer tous ceux qui refusent de baisser la tête et de se résigner, tous ceux qui se battent contre l'exploitation. Et préparons nous, bien au-delà des élections, aux combats indispensables.

Votez pour les listes du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) là où elles se présentent, ou pour les listes de Lutte Ouvrière.

Leçon de savoir vivre

Dès son arrivée à Poissy, depuis 2 ans environ, un chef du GAV2 de l'équipe 22 s'est illustré par son langage des plus insolents vis-à-vis des ouvriers. Parmi toutes les insanités sorties de sa bouche : « *Si t'arrives pas à tenir ton poste, t'as qu'à aller chez McDonald* », et aussi : « *T'auras pas de rallonge, parce que t'as fait grève* », et bien d'autres encore. À plusieurs reprises, les salariés s'étaient plaints des excès langagiers de ce chef. Malgré 3 recadrages des RG et RF, rien n'y fit, il continua de plus belle.

Excédés, une dizaine d'ouvriers du secteur ont débrayé exigeant la présence du chef du personnel. Dix jours après, le triste RU dut plier bagage pour une autre usine loin de Poissy... En attendant peut-être d'aller bosser chez McDonald.

Des manières de gangsters

En début de semaine dernière, 50 ouvriers du Système 1, équipe 22 du B3 ont débrayé sur les 2 chaînes pour protester contre la mise à pied d'un de leurs collègues. Ce dernier n'avait pu rentrer à temps de vacances à l'étranger car le retour lui était refusé pour raisons administratives. Alors qu'il avait prévenu la hiérarchie, il a été informé de sa mise à pied par SMS, et la direction a appelé les gardiens pour le virer de son poste. Et pour cause, la direction a prétexté s'être trompée d'adresse : le courrier ne lui est jamais parvenu !

Suite à l'accumulation des bourdes, et surtout grâce au débrayage, la direction a annoncé qu'elle allait revoir sa décision.

Loto des congés, à qui le jour ?

Dans certains secteurs, on n'a pas encore reçu de réponse pour leurs questionnaires congés, que la direction promettait de remettre la semaine dernière. On en a pourtant besoin pour préparer nos congés.

Si on allait les chercher tous ensemble, la direction serait bien obligée de nous accorder les jours qu'on souhaite !

Chérie, j'ai une bonne et une mauvaise nouvelle...

La hiérarchie fait maintenant de la retape pour l'actionariat des salariés dans le capital de PSA.

Comme à Michelin en 1999, l'action des salariés avait pris 14 % le jour où la direction annonçait le licenciement de plus de 7 000 d'entre eux (10 % des effectifs) !

Chérie, j'ai une bonne nouvelle : l'action a pris 14 % ! La mauvaise : c'est parce que j'ai été licencié !

La direction a du flair !

La direction a fait mettre de nouvelles annonces officielles dans les abribus pour devenir... maître chien. Dans le genre emploi bidon, espérons cette fois que ce n'est pas à l'autre bout de l'hexagone.

On trime déjà comme des chiens à bosser pour le lion, pourquoi pas bosser directement pour les chiens ?

Sochaux : une équipe en sursis

À partir de juin prochain une équipe de nuit supplémentaire sera créée à PSA Sochaux pour augmenter la fabrication de 308. La direction a en tête de faire de la production en appliquant une précarité à grande échelle. Sur les 600 postes créés, 450 seront pour des intérimaires et les autres pour des salariés déplacés avec la mobilité interne. Cela devrait durer 6 mois, ensuite rien de précis. Retour à la case départ : mobilité et pôle emploi ?

Mulhouse : un premier avertissement

À PSA Mulhouse, près de 160 salariés en tout ont débrayé et défilé au Montage et au Ferrage. Rallongement d'horaires, overtime, cadences accélérées, salaires bloqués, congés fractionnés, monoflux... les problèmes se multiplient (les mêmes qu'à Poissy). La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est l'annonce du passage de la durée de pause de 10 à 8 minutes... ça devenait de la folie. Inquiète par l'ambiance dans les ateliers, la direction a décidé de retirer son projet de réduction de la pause la veille du débrayage. Ce recul prouve qu'on peut se faire craindre et que la direction n'est pas toute puissante.

PSA condamnée... par la lutte

Le tribunal de grande instance de Paris vient de condamner PSA pour inégalité de traitement concernant une prime de 19 700 € versée dans le cadre de l'accord de fin de conflit aux anciens grévistes d'Aulnay (et à 350 autres salariés qui acceptaient de partir très rapidement). Or, plus de 550 salariés qui l'avaient demandée se l'étaient vue refusée.

Mais si le tribunal demande maintenant l'extension du nombre de bénéficiaires de la prime, c'est grâce aux grévistes d'Aulnay car ce sont eux qui l'ont arrachée.

Manifestons ce 18 mars et préparons la suite !

Le « pacte de responsabilité » du gouvernement Hollande-Ayrault, c'est 30 milliards d'euros de cadeaux au patronat sous forme d'exonération de cotisations sociales sans condition, et 50 milliards de coupes budgétaires. C'est-à-dire des suppressions de postes et de moyens pour les hôpitaux, les écoles et autres services publics indispensables.

La CGT, la FSU, FO et Solidaires appellent tous les travailleurs à faire grève et à manifester le 18 mars. Il ne suffira pas d'une seule journée de mobilisation pour faire reculer le gouvernement ; il faudra une mobilisation générale plus longue. Mais cette journée est une occasion de dire tous ensemble, notre refus de ce plan d'attaques contre les travailleurs. Et ce sera aussi un bon moment pour discuter entre collègues de la riposte nécessaire qu'il faudra construire pour se défendre contre tous les sales coups qu'assènent le patronat et le gouvernement en ce moment.